

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Est

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est

Objet du marché

Formation sur la prévention comportementale pour la santé et la sécurité au travail

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1-1. Objet du marché et Normes.....	3
1-2. Intervenants et forme des notifications.....	3
1-3. Sous traitance.....	4
1-4. Passation des commandes.....	5
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	6
1-6. Obligation de confidentialité.....	6
1-7. Traitement des données à caractère personnel.....	6
1-8. Dispositions générales.....	6
1-9. Ordres de service.....	8
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	8
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
3-1. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	9
3-2. Variation dans les prix.....	10
3-3. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	11
ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	11
4-1. Délai d'exécution.....	11
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	12
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	12
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	12
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	13
ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHE.....	14
7-1. Mise à disposition de matériels.....	14
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	14
ARTICLE 8. RÉSILIATION.....	14
ARTICLE 9. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	15
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	15
10-1. Contexte.....	15
10-2. Méthode et approche.....	15
10-3. Type de prestation	16
10-4. Acculturation aux fondements de la prévention comportementale - stade 3 de la courbe de Bradley).....	16
10-5. Animer et manager la prévention - stade 4 de la courbe de bradley.....	17
10-6. Missions spécifiques.....	17
10-7. Déploiement.....	18
10-8. Remise des livrables.....	18
10-9. Frais de déplacement.....	18
10-10. Suivi, bilan et évaluation des prestations.....	19
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	20

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent le développement et management de la prévention comportementale pour la santé et la sécurité au travail.

Elles visent à accompagner les services de la DIR sur le volet de la responsabilité individuelle et collective selon les principes fondamentaux de la prévention (courbe de Bradley), le but étant de faire évoluer la culture du service vers davantage de prévention.

Les lieux d'exécution des prestations sont situés sur l'ensemble du périmètre de la DIR Est en fonction de l'implantation géographique de ses services.

Service Régional d'Exploitation et d'Ingénierie Franche- Comté (SREI FC)	Doubs (25), Jura (39), Haute-Marne (52), Haute-Saône (70), et territoire de Belfort (90)
Service régional Exploitation Grand-Est (SREX GE)	Marne (51), Haute-Marne (52), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Moselle (57) et Vosges (88)

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Intervenants et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

- Mission sécurité pour ce qui concerne la mise en place et le suivi de l'ensemble des prestations prévues au marché
- Bureau Formation, Recrutement, Accompagnement (BFRA) pour ce qui concerne le volet organisation et suivi des formations

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie , au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par la messagerie, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur la messagerie par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via la messagerie par l'acheteur , celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via la messagerie, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-3. Sous traitance

La tâche suivante ne pourra pas être sous-traitée : méthode et approche de la prévention.

Demande en cours de marché :

La sous-traitance ne peut intervenir qu'en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle de l'entreprise pour laquelle il effectue la demande. .

Tous les documents constituant les actes de sous-traitance seront entièrement rédigés ou traduits en langue française.

Méthodologie de la demande de sous-traitance :

Le formulaire de sous-traitance (DC4) signé des deux parties doit être envoyé à l'adresse suivante : pole-administratif-marches.bgam.sg.dire@developpement-durable.gouv.fr

La signature électronique plus rapide est fortement recommandée.

Pour rappel, le mélange de signature électronique et manuscrite est interdit.

En cas de signature manuscrite, le formulaire de sous-traitance « papier » est à envoyer à l'adresse postale suivante :

Direction interdépartementale des routes Est
BGAM – Pôle administratif
10-16 Promenade des Canaux
BP 82120
54021 Nancy Cedex

Le montant maximal mentionné sur le DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Il est à noter que dans la mesure où un même sous-traitant devrait effectuer des prestations sur plusieurs bons de commande, il est nécessaire de rédiger un acte de sous-traitance pour chaque bon de commande.

1-4. Passation des commandes

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Les bons de commande sont envoyés au titulaire au moins 1 mois avant la date du début des prestations.

Chaque bon de commande précise les éléments suivants :

- Intitulé de l'action ;
- Type de prestations commandées : formation, réunion ;
- Quantité commandée par type de prestations
- Prix forfaitaires
- Dates et les lieux de réalisation des prestations ;
- Nombre de participants prévus aux formations ;
- Montant de la commande hors taxe, montant de la TVA et montant TTC ;
- Référence du marché (n° d'Engagement Juridique en 17xxxxxxxx)
- Référence du bon de commande : n° d'Engagement Juridique en 14xxxxxxxx
- Numéro chorus du fournisseur (titulaire du marché)

Le titulaire devra accuser réception de chaque bon de commande par email.

En cas de nécessité pour la DIR de modifier les dates de réalisation des formations (sauf événement relevant de la force majeure définie par les textes : intempéries, épidémies.....), le titulaire sera prévenu avec un préavis de 3 semaines. Cette modification comme l'annulation ou la réduction d'une commande, n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. L'annulation d'un bon de commande ne vaut pas résiliation du marché. En cas de modification intervenant la veille ou le jour de la formation, la DIR s'engage néanmoins à rembourser au titulaire, les frais de déplacement occasionnés pour la réalisation de ladite formation dans les conditions du marché sur présentation d'un justificatif.

En cas d'indisponibilité de l'intervenant, le titulaire devra nécessairement avoir recouru à un autre intervenant aux dates fixées dans le bon de commande. A défaut, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 4-3.5 du CCATP. Cette clause ne s'appliquera pas en cas de force majeure.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, le marché n'est pas réparti en lots.

1-6. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.2 du CCATP

1-7. Traitement des données à caractère personnel

Pour l'application du présent article, le responsable du traitement au sens du règlement européen 2016-679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés

étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale

mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires sont tenus de faire assurer à leurs frais, préalablement à la mise à leur disposition en tant qu'ils en disposent, les matériels, les objets et les approvisionnements qui leur ont été confiés ou dont ils ont la garde.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

1-9. Ordres de service

Les ordres de service sont notifiés par le RA, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- Acte d'engagement, dont l'exemplaire original conservé par le représentant de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**).;
- Présent Cahier des Clauses Administratives et techniques Particulières (CCATP), dont l'exemplaire original conservé par le RA fait seul foi ;
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Bordereau des prix forfaitaires (BPF) ;
- Mémoire technique du titulaire ;
- Avenants ;
- Actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la

notification du marché ;

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-1.1. Contenu des prix

En complément à l'article 10.1.3 du CCAG, les prix sont réputés comprendre les temps d'échanges et de réunions associées et nécessaires à la mise en place et au suivi des prestations prévues au marché, hors missions particulières qui pourra faire l'objet de réunions spécifiques.

3-1.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.

3-1.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements suivra la période des bons de commande

3-1.4. Modalités de transmission et de paiement

3-1-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les facturations sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 précitée, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose dorénavant à toutes les entreprises.

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Des possibilités sont aussi proposées qui permettent aux opérateurs économiques de mener le raccordement de leur système informatique de facturation directement à Chorus Pro ou par l'intermédiaire d'un portail tiers.

Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur Chorus Pro.

Le portail Chorus Pro est accessible par internet en se connectant à l'URL

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour information, le site suivant centralise la documentation sur Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les documents doivent être déposés en utilisant les codes suivants :

- **Cadre de facturation A1 Dépôt par un fournisseur d'une facture**
- **Destinataire:** SIRET de l'Etat 11000201100044
- **Code du service exécutant :** CGFB200067
- **Numéro de l'Engagement Juridique (EJ) :** indiquer le numéro de marché fourni à 10 chiffres commençant par 17xxxxxxx
- **Numéro (EJ) du bon de commande :** indiquer le numéro du bon de commande fourni à 10 chiffres commençant par 14xxxxxxx.

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- le n° d'EJ du marché en 17xxxxxxx
- le n° d'EJ du bon de commande en 14xxxxxxx.

3-1-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues et par dérogation à l'article 15.3 du CCAG aux primes.

3-2.1. Les prix sont révisables.

3-2.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois Mo fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui du mois de la remise des offres finales.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-2.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I est le suivant : Indice du coût du travail - Coût horaire - Information, communication (NAF rév. 2 section J) - Base 100 en 2020 Identifiant 010762010

3-2.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

La révision des prix est effectuée à la date anniversaire du marché, à chaque reconduction, comme suit :

I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix mois M_0 ;

I_n = Valeur de l'index de référence I définitif connu au mois de reconduction du marché

3-2.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts ;
- La TVA ne s'applique pas aux frais de déplacement intégrant déjà la TVA.

3-3. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une décision du représentant de l'acheteur.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

ARTICLE 4. DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Délai d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations, une pénalité forfaitaire de 100 €.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Retenue pour non remise de documentation

En cas de retard dans la remise des livrables visés à l'article 10.8, le titulaire subit une retenue forfaitaire de 100 €.

4-3.2 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

4-3.3 Pénalités pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.7 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

4-3.4. Pénalités pour non-respect des clauses environnementales

En cas de non-respect des clauses environnementales définies à l'article 9 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-3.5 Pénalités en cas d'indisponibilité de l'intervenant

En cas d'indisponibilité de l'intervenant, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €. selon les dispositions prévues à l'article 1.4 du CCATP,

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-1-4.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du bon de commande ou de l'acte spécial par le RA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Mise à disposition de matériels

En vue de l'exécution des prestations, les matériels suivants seront mis à la disposition des intervenants du titulaire :

- Par la DIR : salle et matériel de projection
- Par le titulaire : matériel pédagogique

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Toutes les prestations prévues au marché, y compris les journées d'immersion, se dérouleront dans les locaux de la DIR. Elles ne nécessiteront pas d'avoir accès au réseau routier et à ses dépendances, pour des raisons de sécurité (cf exposition aux risques sous-circulation).

ARTICLE 8. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 40.1 2^{ème} alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Le RA se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire, selon les dispositions de l'article 27 du CCAG-PI.

Le RA se réserve le droit d'arrêter l'exécution du marché conformément à l'article 40 du CCAG.

ARTICLE 9. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Les mesures prises pour respecter les clauses environnementales ci-après seront précisées avec les justificatifs associés dans le mémoire technique à remettre lors de la consultation.

Les formations se déroulant en présentiel, les déplacements des intervenants seront optimisés et minimisés afin de contribuer aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le domaine des transports. Les intervenants ne se déplaceront pas en avion, sauf nécessité ponctuelle et exceptionnelle, justifiée. Une attention particulière sera portée à la flotte de véhicules utilisée par les intervenants pour effectuer leurs déplacements. Cette flotte privilégiera des véhicules peu émissifs en matière de gaz à effet de serre et favorisant une économie circulaire. La composition de la flotte sera attestée par la fourniture des cartes grises des véhicules ou par tout autre justificatif que fournira le candidat.

Les réunions et les échanges seront organisées en visioconférence ou téléphone, autant que possible.

Pour limiter la production de papier et économiser les ressources naturelles, les documents échangés seront transmis de manière dématérialisée, autant que possible. La documentation à remettre aux stagiaires (qui sera non dématérialisée) devra répondre à cet objectif d'économiser les ressources.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10-1. Contexte

Afin de renforcer son action en faveur de la sécurité de son personnel, la DIR a mis en place la démarche « Soyons tous acteurs de notre sécurité » pour agir sur les comportements et favoriser au sein de sa structure une culture de la sécurité davantage tournée vers la prévention, suivant les principes fondamentaux de la prévention (courbe de bradley).

A travers cette démarche orientée vers la prévention comportementale, la DIR vise à poursuivre et étendre son action visant à impliquer le collectif de travail à tous les niveaux à titre individuel et collectif sur le sujet de la prévention (meilleure prise de conscience des risques, responsabilisation,...) en accord avec ses valeurs (sécurité, respect, pragmatisme, solidarité, responsabilité)

Concrètement la DIR a décidé d'agir en continu sur deux leviers :

- 1er levier : faire évoluer l'approche et la perception de chacun vis-à-vis de la sécurité (stade 3 de la courbe de Bradley)
- 2ème levier : favoriser l'approche collective de la sécurité au sein des équipes (stade 4 de la courbe de Bradley)

10-2. Méthode et approche

Pour agir sur les deux leviers identifiés, la DIR a misé sur une approche positive de la prévention

qui cherche à responsabiliser chacun à titre individuel et collectif, et non pas à le culpabiliser. Les chiffres obtenus depuis 2016 en matière d'accidentalité encouragent la DIR à poursuivre dans cette voie.

La méthode à utiliser par le titulaire intégrera cette approche positive et devra donner envie à chacun de faire évoluer ses comportements, non pas par obligation mais par conviction.

Le mode de formation et de sensibilisation sera adapté aux métiers et aux activités de la DIR pour dépasser les freins qui existent, la DIR étant une structure dotée d'une forte culture de la sécurité routière, où bien souvent le sentiment de fatalité domine face aux risques majeurs auxquels elle est exposée.

La méthode proposée devra également promouvoir un mode de management favorisant l'implication des équipes dans la prévention.

Enfin, les messages à faire passer et les outils mis à disposition seront vulgarisés et facilement transposables dans le quotidien des équipes sur le terrain. En effet, il est important que le personnel formé puisse continuer à activer au-delà de la formation, les leviers d'actions appris.

10-3. Type de prestation

La mission confiée est constituée essentiellement de prestations de formation. Cependant, le titulaire pourra être amené à accompagner ponctuellement la DIR dans sa stratégie et sa politique de développement de la prévention (cf missions spécifiques).

10-4. Acculturation aux fondements de la prévention comportementale - stade 3 de la courbe de Bradley)

Objectif : Modifier sa perception des risques : identifier ses comportements inconscients à l'origine de comportements à risques, provoquer des déclics sur sa propre capacité à agir face aux risques dans le but de développer la responsabilité individuelle.

Durée d'une session : 2 jours consécutifs (7 heures par jour, temps de pause compris)- Présentiel

Attendus : La formation doit aborder les aspects comportementaux de la prévention des risques. Elle permettra de comprendre les mécanismes de survenue d'un accident et d'être à même d'agir pour se mettre en vigilance. Cette formation comportementale vise à faire évoluer la perception et l'approche de chacun vis-à-vis de la sécurité. Les prises de conscience individuelles qui en résulteront permettront de faire comprendre l'importance de développer l'esprit d'équipe, la coopération et l'entraide. C'est une étape importante à franchir pour appréhender ensuite collectivement les questions de sécurité (cf stade 4 de la courbe de Bradley)

Services ciblés : Tous les services. La formation ciblera prioritairement les centres d'entretien et d'intervention (CEI) dont le personnel est particulièrement exposé aux risques professionnels identifiés au niveau de la DIR. Elle ciblera également des personnes d'autres unités ou services dont les activités sont particulièrement exposées à des risques ou dépendent fortement de celles des CEI, dans la logique de la démarche de prévention « soyons tous acteurs de la sécurité ».

Personnel ciblé : agents et chaîne hiérarchique

Livrables attendus :

- Convocations
- Documentation à destination des stagiaires sur les connaissances et les leviers d'action abordés lors de la formation (documents papier)
- Attestation de fin formation justifiant la participation des stagiaires et évaluant à chaud les connaissances acquises
- Support de la formation (programme et contenu des journées, thèmes abordés, mises en

situation)

N° Prix F 1 - Rémunération des prestations décrites ci-avant, y compris les réunions associées et les livrables

NB: Les frais de déplacement liés à ces prestations sont rémunérés selon les dispositions prévues à l'article 10-9.

10-5. Animer et manager la prévention - stade 4 de la courbe de bradley

Objectif : Apprendre à être un acteur de la prévention et de la vigilance partagée dans le cadre de l'animation et le management des équipes, en activant les leviers appris lors de la formation « Acculturation aux fondements de la prévention comportementale », de façon à appréhender collectivement les questions de sécurité, compte tenu du travail en équipe et de l'interdépendance des services. Il s'agit de donner aux encadrants et chefs de projet des outils leur permettant de développer et maintenir les comportements de vigilance au sein de leurs équipes et d'animer le sujet de la prévention. Cette vigilance et cette animation seront exercées au quotidien dans le cadre de leurs activités : préparation et suivi de chantier, animation des instances traitant de la sécurité : quarts d'heure sécurité, commission locales de prévention (CLP), commission d'analyse d'accidents, réunion de services ou d'unité, etc..

Durée d'une session : 2 jours non consécutifs (7 heures par jour, temps de pause compris) avec au moins 15 jours entre les 2 jours - Présentiel

Attendus : Le contenu de la formation fera référence aux activités des services. Pour ce faire, la DIR communiquera au titulaire les éléments lui permettant de proposer aux stagiaires des mises en situation en rapport avec les réalités du terrain : fiche de préparation de chantier, analyse d'accidents, extrait du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUEvRP), outils d'animation, accidentalité, etc.

Services ciblés : Idem article 10-4

Personnel ciblé : Ensemble de la chaîne hiérarchique (chef d'équipe, chef CEI, chef district, chef unité, chef DE, chef de service et leurs adjoints) et chefs de projet

Livrables attendus :

- Convocations
- Documentation à destination des stagiaires sur les connaissances et les leviers d'action abordés lors de la formation (documents papier)
- Attestation de fin formation justifiant la participation des stagiaires et évaluant à chaud les connaissances acquises
- Support de la formation (programme et contenu des journées, thèmes abordés, mises en situation)

N° Prix F 2 - Rémunération des prestations décrites ci-avant, y compris les réunions associées et les livrables

NB: Les frais de déplacement liés à ces prestations sont rémunérés selon les dispositions prévues à l'article 10-9.

10-6. Missions spécifiques

Des missions particulières pourront être confiées au titulaire pour accompagner ponctuellement la DIR dans sa stratégie et sa politique de développement de la prévention. Elles seront

rémunérées au moyen des prix suivants :

N° Prix M1 – Mission spécifique d’une demi-journée

N° Prix M2 – Mission spécifique d’une journée

NB: Les frais de déplacement liés à ces prestations sont rémunérés selon les dispositions prévues à l’article 10-9.

10-7. Déploiement

Les formations mentionnées ci-dessus seront déployées chaque année en ciblant prioritairement les CEI, à raison de 3 CEI au maximum par an. La totalité du personnel du CEI sera alors ciblée. Les dates des formations seront définies d’un commun accord entre le titulaire et la DIR. Les dates retenues devront prendre en compte le planning d’activité des CEI ciblés et leurs contraintes (viabilité hivernale, programmation des chantiers, etc.).

Les journées de formation dispensées dans un même CEI ou un même secteur géographique seront autant que possible regroupées (dates) pour limiter les déplacements pour des raisons à la fois économiques et écologiques (voir clauses environnementales).

10-8. Remise des livrables

10-8-1. Livrables avant la formation

Trois semaines avant le début de la formation, le titulaire transmettra à la DIR les convocations qu’il aura préalablement établies à partir des éléments suivants fournis la DIR :

- modèle de convocation
- noms des participants avec leur fonction
- lieu précis et horaires de la formation
- coordonnées de la personne à contacter sur place

La DIR (BFRA) transmettra les convocations aux stagiaires, deux semaines avant le début de la formation.

10-8-2. Livrables à l’issue de la formation

En fin de formation (le dernier jour de la formation), le titulaire remettra aux stagiaires une documentation sur les connaissances et les leviers d’action abordés lors des formations (documents papier)

Huit jours après la formation au plus tard, le titulaire communiquera à la DIR (BFRA) :

- les attestations de fin formation justifiant la participation des stagiaires et évaluant à chaud les connaissances acquises
- le support de la formation

10-9. Frais de déplacement

Les frais de déplacement (transport, repas et hébergement) liés aux prestations commandées (N° Prix F1, F2, M1 et M2) seront rémunérés au moyen de forfaits tenant compte de la durée des prestations et des lieux d’intervention.

En effet, les prestations pourront se dérouler sur une demi journée, une journée, voire aussi sur deux, trois ou quatre journées consécutives et en plusieurs lieux d'intervention. Les lieux d'intervention possibles correspondent aux sites d'implantation de la DIR, *Cf document « les services de la DIR et leurs implantations géographiques ».*

Les prix ont été listés et détaillés dans le bordereau des prix forfaitaires (cadre à compléter) et regroupés comme suit :

Frais de déplacement - hors frais de transport :

- N° Prix D.0 - Frais de déplacement sans nuitée pour une demi-journée de prestation
- N° Prix D.1 - Frais de déplacement avec nuitée par journée de prestation
- N° Prix D.1 bis - Frais de déplacement sans nuitée par journée de prestation

Frais de transport :

- N° Prix T1 à T.24 - Frais de transport liés à la distance à parcourir aller ou retour entre le siège de l'entreprise du titulaire et chacun des lieux d'intervention possibles
- N° Prix TK.15 et TK.20 - Frais de transport liés à la distance à parcourir entre les différents lieux d'intervention sur plusieurs journées consécutives (indemnités kilométriques, essence et péage).
 - TK.15 s'applique lorsque la distance à parcourir est comprise entre 0 et 15 km
 - TK.20 s'applique lorsque la distance à parcourir est supérieure à 15 km et par tranche de 20 km.

Pour le paiement, le nombre de forfait appliqué sera fonction du nombre de kilomètres à parcourir selon l'itinéraire le plus court fourni par le site : <https://www.viamichelin.fr/>

Exemple 1 : Si les prestations sont exécutées sur 4 jours consécutifs à La Vèze, les frais de déplacement engendrés sont rémunérés par les prix suivants ;

- N° Prix D.1 (multiplié par quatre)
- N° Prix T.10 (multiplié par deux).

Exemple 2 : Si les prestations sont exécutées sur 3 jours consécutifs à La Vèze, puis Saint-Dié puis Pouilly, les frais de déplacement engendrés sont rémunérés par les prix suivants ;

- N° Prix D.1 (multiplié par trois),
- N° Prix T.10 - Frais de transport vers ou depuis La Vèze)
- N° Prix T.0-20 (multiplié par seize), la distance à parcourir entre les 3 sites étant égale à 311 km
- N° Prix T.16 - Frais de transport vers ou depuis Pouilly

10-10. Suivi, bilan et évaluation des prestations

Au cours de l'exécution du marché, la DIR et le titulaire procéderont à des points d'arrêt. En cas de non-satisfaction établie à partir des enquêtes de satisfaction ou bilan à chaud renseignés par les stagiaires à l'issue des formations, le titulaire devra tenir compte des observations de la DIR et procédera, au besoin et à la demande de la DIR, à des améliorations voire à un changement d'intervenant pour les sessions suivantes.

De même, les prestations prévues au présent marché feront l'objet d'une évaluation par la DIR. Dans le cadre de cette évaluation, le titulaire pourra être sollicité pour apporter des éléments de bilan sur les prestations réalisées et pourra être amené à procéder à des améliorations ou des ajustements sur les prestations prévues au présent marché. Le non-respect de ces conditions par le titulaire peut conduire à la résiliation du marché.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

- L'article 1-8.3 du CCATP déroge à l'article 9.2 du CCAG – FCS
- L'article 2 du CCATP déroge à l'article 4.1 du CCAG – FCS
- L'article 3.2 du CCATP déroge à l'article 15.3 du CCAG – FCS
- L'article 4 du CCATP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG – FCS
- L'article 4-2.1 du CCATP déroge à l'article 14.1-1 du CCAG – FCS
- L'article 8 du CCATP déroge à l'article 41.2 du CCAG – FCS